

LITUANIE¹

- L'écart de PIB vis-à-vis des pays de l'OCDE les plus avancés diminue progressivement mais demeure important. L'utilisation de la main-d'œuvre s'est améliorée et la productivité du travail a connu une croissance rapide suite à l'entrée de la Lituanie dans la zone euro et aux réformes favorables à la croissance qui ont été successivement engagées sur les marchés de produits nationaux.
- Les inégalités sont élevées au regard du reste de l'OCDE mais ont légèrement régressé pendant les cinq années qui ont suivi la crise financière. Le taux de pauvreté est l'un des plus élevés en Europe. La pauvreté des enfants et l'état de santé des individus restent étroitement subordonnés à l'origine socio-économique et un cercle vicieux peut s'enclencher entre l'origine socio-économique, les débouchés économiques et l'espérance de vie.
- Des réformes des politiques pourraient placer la Lituanie sur une trajectoire de croissance plus solide et plus inclusive. Les mesures visant à réduire le coin fiscal élevé et à renforcer les programmes actifs du marché du travail peuvent également favoriser la croissance de l'emploi. Parallèlement, il y a lieu d'améliorer la qualité de l'enseignement pour que la main-d'œuvre puisse acquérir les compétences dont les employeurs ont besoin. Il est également possible d'encourager la croissance inclusive en améliorant la gouvernance des entreprises publiques et en prenant des mesures pour réduire le taux de pauvreté – extension des allocations de chômage et renforcement de l'efficacité et de l'efficacéité du système de santé par exemple.
- L'augmentation des taxes sur les activités dommageables pour l'environnement permettrait de financer de nouvelles dépenses de santé et d'éducation. Il n'existe ni taxe automobile ni péages routiers pour les voitures particulières en Lituanie, et les taxes sur les carburants et le combustible de chauffage sont parmi les plus basses de l'Union européenne.

Priorités d'Objectif croissance 2017

Réduire le coin fiscal sur les faibles revenus d'activité. Le taux de chômage est particulièrement élevé parmi les travailleurs faiblement rémunérés. En 2014, les cotisations sociales patronales représentaient 58 % du coin fiscal, contre 39 % en moyenne dans les pays de l'OCDE.

Recommandations : les cotisations sociales patronales sur les emplois faiblement rémunérés devraient être réduites. Il conviendrait d'étendre la couverture des prestations subordonnées à l'emploi pour les bénéficiaires de l'aide sociale qui acceptent un emploi faiblement rémunéré de manière à renforcer l'incitation à travailler et à améliorer les revenus des personnes situées dans le bas de l'échelle de distribution.

Renforcer les mesures d'activation et étendre les allocations de chômage. À l'heure actuelle, les dépenses consacrées aux politiques actives du marché du travail en proportion du PIB sont inférieures à la moyenne de l'OCDE. L'appariement sur le marché du travail est médiocre, comme en témoigne le niveau élevé du chômage structurel (plus de 10 % selon les estimations).

Recommandations : renforcer les programmes actifs du marché du travail, les capacités des services publics de l'emploi et les allocations de chômage. Ces réformes seront particulièrement importantes dès lors que les réformes envisagées pour assouplir la législation en matière de protection de l'emploi auront été mises en œuvre. Il convient

1. Ce pays faisant pour la première fois l'objet d'une analyse au titre d'Objectif croissance, les priorités de réformes structurelles sont par définition nouvelles et il n'y a pas de suivi des mesures prises.

Indicateurs de croissance et d'inégalités

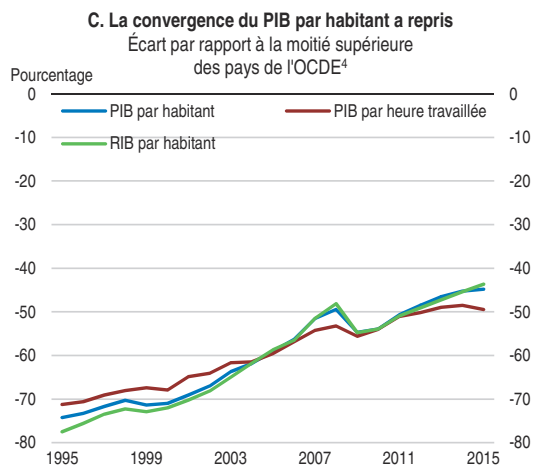
A. Croissance

Taux annuels moyens de croissance (%)	2003-09	2009-15
PIB par habitant	4.4	4.8
Utilisation de la main-d'œuvre	-0.3	2.1
dont : Taux d'activité	-0.3	1.1
Taux d'emploi ¹	-0.3	0.9
Coefficient d'emploi ²	0.2	0.1
Productivité du travail	4.4	3.2
dont : Renforcement de l'intensité capitalistique	2.1	-0.2
Productivité totale des facteurs	2.3	3.4
Taux de dépendance	0.3	-0.4

B. Inégalités

	Niveau	Variation annuelle (en points de %)
	2013	2008-13
Coefficient de Gini ³	35.3 (31.7)*	-0.1 (0)*
Part du revenu disponible national détenue par les 20 % les plus pauvres de la population	6.8 (7.7)*	0 (0)*

* Moyenne de l'OCDE



- L'utilisation de la main-d'œuvre est mesurée par le ratio entre l'emploi total et la population.
- On intègre cette variable d'ajustement dans la décomposition afin de prendre en compte l'impact des travailleurs non résidents.
- Le coefficient de Gini indique dans quelle mesure la distribution du revenu disponible entre les ménages s'écarte d'une répartition parfaitement égale. Un coefficient de Gini égal à zéro représente une égalité parfaite, tandis qu'un coefficient égal à 100 correspond à une inégalité parfaite.
- Écart en pourcentage par rapport à la moyenne pondérée par la population des 17 pays de tête de l'OCDE en termes de produit intérieur brut (PIB) par habitant et de PIB par heure travaillée, sur la base des parités de pouvoir d'achat (PPA) constantes de 2010.

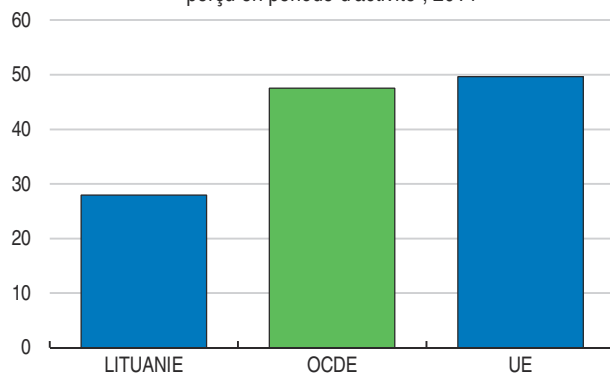
Source : Partie A : OCDE, Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE n° 100 ; Partie B : OCDE, Base de données sur la distribution des revenus ; Partie C : OCDE, Base de données des comptes nationaux et Base de données sur la productivité ; Banque mondiale, Base de données des Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933455185>

Indicateurs de politique

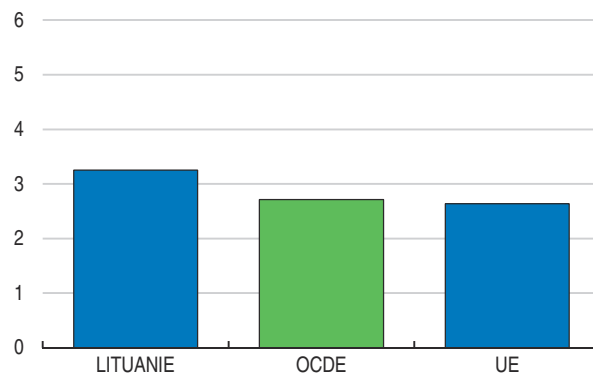
A. Le système d'indemnisation du chômage est insuffisamment développé

Revenu net perçu en période de chômage en % du revenu net perçu en période d'activité¹, 2014



B. La présence capitalistique de l'État est massive

Indice variant sur une échelle de 0 à 6
(du degré de restriction le plus faible au plus élevé), 2013



- Moyenne simple des taux de remplacement nets correspondant aux situations familiales suivantes : célibataire sans enfant ou avec deux enfants rémunéré à hauteur de 67 % ou de 100 % du salaire du travailleur moyen, couple marié sans enfant ou avec deux enfants comptant un apporteur de revenu rémunéré à hauteur de 67 % ou de 100 % du salaire du travailleur moyen. Taux de remplacement calculé après impôt et en tenant compte des allocations de chômage, de l'aide sociale, des allocations familiales et des allocations de logement au 60e mois d'indemnisation.

Source : Partie A : OCDE, Modèles impôts-prestations ; Partie B : OCDE, Base de données sur la réglementation des marchés de produits.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933455646>

LITUANIE

d'allouer davantage de ressources aux services publics de l'emploi, actuellement en sous-effectif. Accroître la couverture et la générosité des allocations de chômage pour renforcer les capacités de recherche d'emploi des chômeurs.

S'assurer que la main-d'œuvre acquière des compétences utiles à l'emploi. De nombreuses entreprises lituaniennes voient dans les carences de formation de la main-d'œuvre un obstacle majeur à la croissance. Le taux de fréquentation de l'enseignement préprimaire est inférieur à la moyenne de l'OCDE.

Recommandations : renforcer le rôle de la formation en milieu professionnel pour que les qualifications correspondent mieux aux besoins du marché du travail. Créer de nouveaux programmes de développement professionnel des enseignants pour attirer dans la profession enseignante des diplômés de plus haut niveau. Faire mieux appliquer les dispositions en matière de fréquentation de l'enseignement préprimaire.

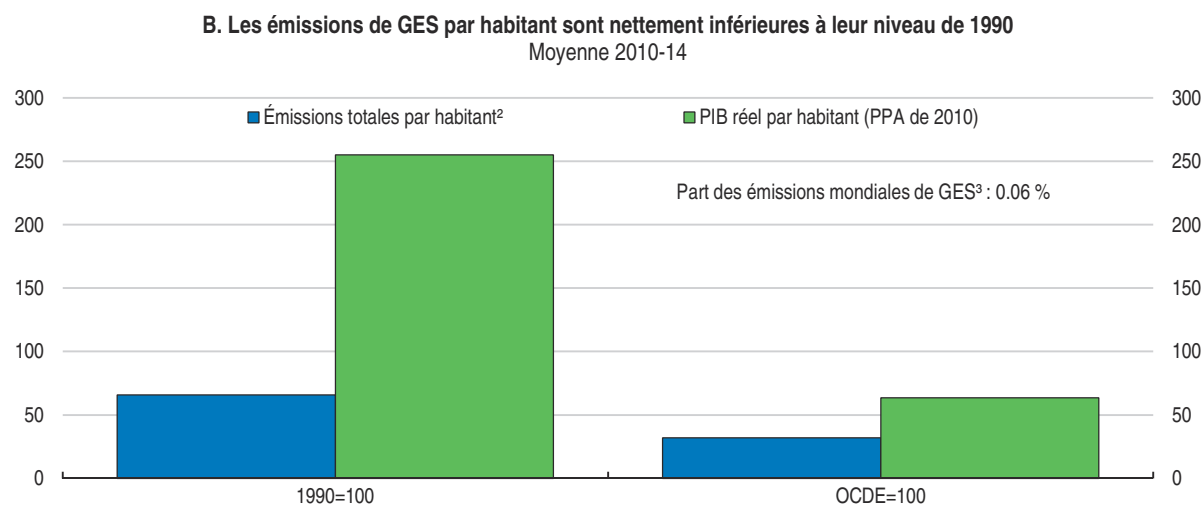
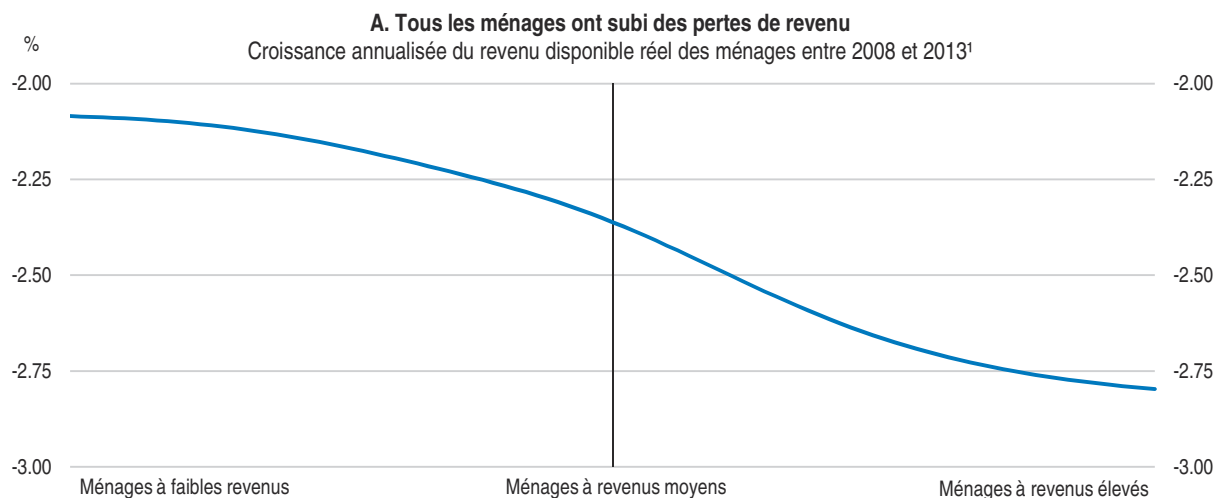
Améliorer la gouvernance des entreprises publiques. De nombreuses entreprises publiques sont sous-performantes, avec un taux de rendement des capitaux propres nettement inférieur à l'objectif fixé par le gouvernement.

Recommandations : améliorer la gouvernance des entreprises publiques pour les rendre plus productives. Veiller à ce que les fonctions de contrôle actionnarial et de réglementation ne soient pas exercées par le même ministère. Augmenter la proportion d'administrateurs non exécutifs indépendants siégeant dans les conseils des entreprises publiques.

Améliorer l'efficacité et l'efficience du système de santé. L'espérance de vie est inférieure d'environ six ans à la moyenne de l'OCDE et les disparités d'état de santé entre zones urbaines et zones rurales sont fortes.

Recommandations : encourager l'adoption de modes de vie sains et promouvoir les services de soins primaires, en particulier dans les zones rurales. Améliorer les politiques de prévention et les soins ambulatoires dispensés par les médecins généralistes, les infirmières et le réseau des Bureaux de santé publique de création récente. Encourager l'utilisation des médicaments génériques pour réduire les dépenses à la charge des patients, actuellement élevées pour les produits pharmaceutiques.

Au delà du PIB par habitant : autres objectifs de l'action publique



1. Les données correspondent au taux de croissance annuelle moyenne du revenu disponible (c'est-à-dire du revenu après impôts et transferts) dans l'ensemble de la distribution et couvrent la période de 2008 à 2013. Le revenu disponible est calculé pour l'ensemble de la population. Les données sur les revenus sont exprimées à prix constants de 2010 (année de référence de l'OCDE).
2. Émissions totales de gaz à effet de serre (GES), une fois pris en compte l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie (UTCF), en équivalents CO₂ (CCNUCC). La moyenne de l'OCDE (hormis la Corée et Israël) est calculée suivant la même définition.
3. La part des émissions mondiales de GES est calculée à partir de données de 2010 de l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

Source : Partie A : OCDE, *Base de données sur la distribution des revenus* ; Partie B : OCDE, *Base de données des comptes nationaux* et Base de données de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), *Base de données de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)*.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933456107>



Extrait de :
Economic Policy Reforms 2017
Going for Growth

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/growth-2017-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2017), « Lituanie », dans *Economic Policy Reforms 2017 : Going for Growth*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/growth-2017-35-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.